

Objet **[INTERNET] carriere vicat montagnole**
De [REDACTED]
À <pref-icpe@savoie.gouv.fr>
Date 29/10/2022 15:33



Monsieur le commissaire enquêteur,

Nous sommes propriétaires dans le lotissement [REDACTED] qui de fait se trouve aussi aux 1ères loges de la carrière Vicat. Nous avons pu constater dès notre installation ([REDACTED]) les nuisances de la carrière : bruit, poussières et rotations de camions.

Ayant lu (en partie) le dossier du projet d'extension de Vicat nous sommes étonnés de voir que le groupe Vicat avance des chiffres (rotations des camions, poussières, bruits) sans jamais donner de garanties claires ni d'échéances précises ce qui paraît impensable pour une société d'ordre internationale et au vue des sommes en jeu.

La durée d'exploitation de 30 ans est énorme est pourrait être segmentée et la reconduction soumise au contrôle par un organisme indépendant afin d'assurer le respect des conditions avancées par le groupe Vicat.

Nous sommes particulièrement inquiets par rapport :

-aux nuisances sonores tirs et concassage et rotation des camions. De plus les tirs de mines doivent être contrôlés par rapport aux mouvements de terrains qu'ils occasionnent vis à vis des habitations environnantes.

-au trafic routier qui pose déjà problème à ce jour. Il est impensable qu'il puisse être augmenté et que le convoyeur souterrain ne soit pas en service au préalable de toute augmentation de production. Dans le dossier aucun engagement ferme par rapport à la mise en service du convoyeur. Noter également la dégradation des routes liée à la rotation des camion et les réfections supportés par la collectivité publique.

-aux déchets inertes remontés doivent être contrôlés régulièrement par un organisme indépendant pour éviter toute pollution du sol et de l'eau par la suite.

- à la remise en état du site une fois l'extraction faite et les déchets inertes enfouis doit être une obligation à laquelle le groupe Vicat doit réellement s'engager. Le fait de séquencer les 30 ans d'exploitation pourrait aider à contrôler ce qui est effectif ou non et à reconduire ou non les années d'exploitation.

[REDACTED] le 29/10/2022,

[REDACTED]